

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2018)
Heft: 2230

Artikel: Heureux pays... : la Suisse peut tout exporter, sauf son système politique
Autor: Ghelfi, Jean-Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1023346>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

dans les années 1950 pour les lignes suburbaines, au rythme d'une par année, au profit de bus supposés mieux s'insérer dans la circulation (autrement dit, ne pas la gêner). Les passagers étaient qualifiés de «*captifs*» d'un service apparenté à une prestation sociale pour catégories résiduelles sans voiture: écoliers, personnes démunies et aînés - catégories pour lesquelles la qualité de l'offre était censée avoir moins d'importance...

En décembre 1961, l'on supprime le tram Eaux-Vives-Bernex, en partie en site propre, au profit de poussifs trolleybus, au moment même où se construisent de nombreux nouveaux quartiers et où la commune d'Onex passe de 1'000 à 15'000 habitants; quelques années plus tard, il restera du glorieux réseau d'antan quelque 8 kilomètres seulement, la ligne dite de ceinture étant supprimée en

juin 1969 pour les besoins de la «*fluidité*» de la circulation automobile.

Lentement, mais pas sûrement...

Depuis une trentaine d'années, lentement, très lentement, le tram reprend ses droits et le réseau s'étend aujourd'hui sur 33 kilomètres (la moitié de celui de Zurich). Contrairement à Zurich, il a fallu attendre le début des années 90 pour qu'un employé de banque genevois ose venir en tram à son travail. Le transport public n'avait pas la cote dans une cité toute dévouée au culte de la voiture; cette dernière est restée le réflexe reptilien d'une bonne partie de la droite locale, qui aujourd'hui encore entend par complémentarité des transports le fait de gêner le moins possible le trafic automobile. Et qui, dans son for intérieur, n'a toujours pas compris la clé du problème: le meilleur ennemi de la voiture

est la voiture. Mathématique!

Deux mesures s'imposent pour changer la donne: un moratoire sur de nouvelles capacités routières tant que le retard du réseau ferré, RER et trams, n'est pas comblé; un moratoire sur de nouvelles urbanisations, tant en Suisse qu'en France voisine, tant qu'une bonne desserte en transports publics n'est pas réalisée. Et attention aux fausses bonnes idées, comme de remplacer des lignes de tram prévues par des «*bus à haut niveau de transport*» qui transporteront deux fois moins de personnes qu'un tram...

Seul un investissement massif dans des axes ferroviaires structurants permettra à l'agglomération franco-valdo-genevoise de sortir de la paralysie. Sauf en de rares exceptions, accorder un tel investissement symétriquement à la route et au rail n'aurait aucun sens et en annulerait tout simplement le bénéfice.

Heureux pays...

La Suisse peut tout exporter, sauf son système politique

Jean-Pierre Ghelfi - 12 décembre 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/34132>

Il était une fois... Au printemps de l'an dernier, Emmanuel Macron, élu président, s'est proposé de rénover la République. Et pas seulement Marianne. Egalement l'Union européenne qui devait être renouvelée et approfondie.

Il pouvait s'appuyer un peu, même si c'était moins qu'il ne l'avait espéré, sur une chancellerie allemande solidement installée au pouvoir. Angela Merkel avait tenu le gouvernail européen au cours des dix années

précédentes. L'axe Paris-Berlin avait permis de construire l'Union européenne telle qu'elle se présente aujourd'hui. Il fallait le relancer pour franchir de nouvelles étapes. Cet objectif devait être d'autant plus facile à réaliser

que le Royaume-Uni avait décidé de quitter le club dans l'idée de retrouver sa gloire passée. Ce qui paraît plus vite dit que fait.

Dix-huit mois plus tard — une éternité — des petites gens, mobilisées sur tout le territoire, contestent l'autorité présidentielle. L'analogie vaut ce qu'elle vaut, mais comment ne pas établir un parallèle avec la prise de la Bastille. [14 Juillet](#) d'Eric Vuillard parle magnifiquement des Gilets jaunes... pardon, des Sans-culottes qui n'en pouvaient plus, véritables héros et héroïnes des révolutions.

Une commémoration passée inaperçue

Il est inquiétant bien sûr, mais également fascinant d'observer à quel point l'Europe a changé en si peu de temps. Angela Merkel, contestée, fragilisée, a renoncé à la présidence de son parti, et bientôt passera la

main à la tête de la Chancellerie. L'Italie s'est donné un gouvernement nationaliste-populiste, à l'image de celui de l'Autriche qui avait déjà fait ce «saut». Sans oublier des transformations un tout petit peu plus anciennes ou un tout petit peu plus récentes dans plusieurs pays de l'ancien bloc soviétique. Le respect des droits humains, la séparation des pouvoirs, la liberté de la presse, le sort des plus démunis paraissent être devenus des antiquités.

Une commémoration est passée quasi inaperçue. «*Serions-nous aujourd'hui capables, en tant qu'assemblée des nations, d'approuver, comme en 1948, la [Déclaration universelle des droits humains](#)*», s'est interrogé Angela Merkel. Et de répondre: «*Je n'en suis pas si sûre.*» Comment, malheureusement, ne pas lui donner raison lorsqu'on pense aux dirigeants, de la Chine, de la Russie, des

Etats-Unis ou du Brésil (à compter du 1er janvier) qui doivent se préoccuper de ces droits comme de leur dernière chaussette.

Au milieu de tout ce remue-ménage qui n'annonce rien de bon, la Suisse peut prendre le temps de se demander si les éleveurs dont les vaches ont des cornes doivent ou non être subventionnés. Son gouvernement multicolore n'a pas de programme: il administre pour le compte du Parlement et du peuple. Les sept membres du Conseil fédéral démissionnent quand bon leur plaît, et sont remplacés dans la joie et la bonne humeur.

Le pays vend un peu de tout un peu partout dans le monde. Il n'y a que son organisation qu'il ne peut pas exporter parce qu'elle est incompréhensible et un brin hallucinante en dehors de ses frontières. Heureux pays.